

Le budget—M. Parry

Il me paraît souhaitable de payer d'avance le crédit d'impôt pour enfant. Nous avons déjà, je crois, mis un terme à la plupart des abus auxquels le régime fiscal donnait lieu et aux retards dans les remboursements, mais il s'agit là d'une autre mesure utile, de même que l'augmentation du crédit d'impôt pour enfant.

Je suis d'accord pour l'instauration d'un crédit d'impôt à l'investissement pour la région de l'Atlantique, mais je voudrais demander au gouvernement s'il a déjà entendu parler de la Colombie-Britannique et s'il sait que, dans de nombreuses villes de cette province, le taux de chômage se compare à celui de la région de l'Atlantique. Il y a également dans d'autres régions du pays, y compris le Québec et l'Ontario, des villes où sévit un chômage localisé, autrement dit un chômage qui touche le marché du travail d'une localité dont les habitants ne peuvent pas parcourir des centaines de milles chaque jour pour aller travailler. Je voudrais savoir pourquoi le gouvernement n'adapte pas ce crédit d'impôt aux besoins de tous les citoyens au lieu de centrer ses efforts sur une région particulière.

Mon parti et moi n'allons pas critiquer des mesures comme la suppression des reports d'impôts d'importance mineure, notamment pour les crédits d'impôts à l'investissement, les nouvelles dispositions sur le paiement différé du traitement et la suppression de la disposition absurde grâce à laquelle les personnes mariées le 30 décembre pouvaient réclamer une exemption au titre d'un conjoint pour l'année entière. De même, nous approuvons la diminution de l'impôt sur la petite entreprise. Là encore, ces mesures ne méritent pas de critiques, mais elles prouvent que le gouvernement n'a pas compris les véritables objectifs d'un budget et surtout des dispositions dont a besoin la petite entreprise au Canada.

On a parlé à maintes reprises du problème de la petite entreprise et je suis surpris de voir que le gouvernement n'a pas reçu le message, malgré tous ses beaux discours. Le lancement des petites entreprises pose un problème. Ce ne sont pas les petites entreprises rentables qui ont besoin de ce genre de stimulant ou d'aide, mais celles qui ont du mal à atteindre le seuil de rentabilité. Je suis surpris que le gouvernement ne s'en rende pas compte.

Le gouvernement va allouer des fonds à l'adaptation à l'emploi des travailleurs âgés, et pour faciliter le passage parfois très difficile, en particulier pour les familles monoparentales dont le chef est une femme, du foyer au milieu de travail. Si l'on met ces mesures en vigueur de façon humaine et pratique et non selon la méthode brutale qu'a essayée d'utiliser le non regretté gouvernement créditiste de la Colombie-Britannique, comme il se fait appeler, elles pourront être avantageuses, tout comme l'aide aux agriculteurs, le programme Entreprise Atlantique et les déductions au titre du logement s'appliquant aux habitants des postes isolés et des localités du Nord.

Cependant, dans ce secteur, le gouvernement a jeté un pavé dans la mare. Il ne sait apparemment pas encore de quels postes isolés ils s'agit et c'est un point à éclaircir. Il y a un

certain nombre d'années qu'on demande plus de souplesse dans les régimes enregistrés d'épargne-retraite. Il n'était ni pratique ni juste de fixer la limite à 71 ans.

Certaines personnes qui ont voyagé dans le pays pendant la fin de semaine seront peut-être surprises ou choquées de l'apprendre, mais je ne vais même pas critiquer la stratégie de publicité que le gouvernement utilise à l'égard du budget. Les députés ministériels ont le droit, s'ils croient vraiment dans le budget qui a été déposé, de le faire accepter dans les différentes régions du pays et ils ont, à mon avis, le droit de s'adresser à cette fin aux organes d'information locaux et non nationaux. Ce n'est pas une mauvaise idée pour le premier ministre (M. Mulroney) d'aller à Kitchener, Ontario, parler de son budget. Cependant, je n'aime pas ce que j'entends après toute la préparation, la réflexion et les ressources humaines et financières utilisées pour préparer les députés ministériels à aller défendre le budget et le gouvernement.

● (1250)

[Français]

Puis, un député vient à la Chambre et lit tout son discours. Cela, monsieur le Président, c'est honteux. Car, en effet, si les députés du gouvernement croient que c'est un bon budget, franchement, ils doivent avoir l'intelligence de le défendre sans utiliser un discours qui a été tout appris et préparé probablement par le bureau du ministre des Finances.

[Traduction]

S'ils ne peuvent pas le défendre sans notes, je me demande pourquoi ils cherchent seulement à le faire.

Je voudrais parler maintenant des véritables objectifs du budget. Nous savons que le budget de 1985 visait à satisfaire les exigences de Bay Street. En 1986, le gouvernement a adapté le budget aux exigences de Bay Street mais également de Wall Street. Il y avait un chiffre magique. Le gouvernement voulait ramener le déficit à moins de 30 milliards de dollars et ce, au détriment des Canadiens. Il ne l'a pas fait en supprimant les concessions fiscales, en rendant le régime fiscal plus juste ou en passant ses dépenses en revue en vue de supprimer celles qui sont inutiles. Il l'a fait au moyen de compressions généralisées et au détriment des Canadiens ordinaires. Il l'a fait tout en maintenant presque tous les avantages ou stimulants fiscaux. Peu importe le nom qu'on leur donne, ils existent et les gens qui en profitent le savent. Ces avantages visent à aider les contribuables riches à payer moins d'impôt. Je le répète, qu'on les appelle comme on veut, ces personnes savent que le budget les aide.

Quels changements y a-t-il eu? Ce budget est essentiellement une attaque contre le porte-monnaie des Canadiens à revenu moyen. Nous avons fait un calcul. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, la famille canadienne moyenne, dans la catégorie des revenus moyens, paie \$1,305 de plus en impôt au gouvernement. Cela en dit long sur les objectifs du gouvernement et les moyens grâce auxquels il compte les atteindre.